



COMMUNIQUÉ UNITAIRE

Paris, 31 octobre 2024

ALARME SOCIALE

Liquidation de Fret SNCF, filialisation, financement de réseau : nous ne laisserons pas faire !

Alors que l'urgence climatique impose le développement du ferroviaire comme solution bénéfique à toutes et à tous, le gouvernement fait le choix du pire.

Fret SNCF, concurrence et filialisation... autant de sujets cruciaux sur lesquels le gouvernement opte pour la casse des services publics, de l'emploi et du bien commun.

Réunies par le ministre des Transports, François DUROVRAY, le lundi 28 octobre, les organisations syndicales CGT Cheminots, UNSA Ferroviaire, SUD-Rail et CFDT Cheminots ont appris la décision du gouvernement de procéder à la liquidation pure et simple de Fret SNCF. Au cours de cette réunion, malgré les arguments posés et développés par les organisations syndicales, le pire a été acté par le Ministre.

Ces décisions, qui s'inscrivent dans la continuité de celles combattues par les cheminotes et les cheminots depuis 2018, doivent être combattues. En effet, les multiples réorganisations, déstructurations du système ferroviaire public, viennent percuter de plein fouet le nécessaire développement d'un outil public ferroviaire voyageurs et marchandises performant, au service de la nation. Dans ce contexte, les conditions sociales des cheminots se dégradent alors que la concurrence, carburant du dumping social, s'accroît.

Ainsi, pour nos fédérations, l'urgence est aujourd'hui de mettre fin au plus vite à la discontinuité qui menace Fret SNCF car, outre la fin du transport de marchandises par rail au sein du Groupe Public Unifié, c'est aussi l'intolérable carnage social qui se poursuit avec plus de 500 suppressions d'emplois et la volonté d'abaisser le cadre et les garanties sociales des cheminots du Fret.

La politique de filialisation systématique pour donner suite aux appels d'offres TER en région n'est pas différente de celle mise en œuvre au Fret. Cela se traduira par la multiplication de « PME du rail ». Le point commun de ces stratégies est de remettre en cause l'unité du Groupe et son cadre social dans le cadre d'un abaissement du niveau des droits et garanties des cheminots, et une stratégie de dumping social que vous semblez assumer délibérément.

Par ailleurs, le ferroviaire ne saurait se développer sans que le réseau ne bénéficie des moyens nécessaires à sa maintenance et son développement. Or, la vision budgétaire portée par le PLF est marquée par un dogme financier qui balaie l'urgence écologique et impose l'austérité à tous les étages. Ce n'est autre que la promesse de fermeture de lignes ou l'abandon de projets structurants.

Pour nos fédérations, le financement du réseau quasi exclusif par le fonds de concours ne peut être une solution de long terme. En effet, ce sont les cheminots qui, par leur travail, la création de richesse qu'ils génèrent, payent ces investissements en lieu et place de l'État.

Nos fédérations exigent donc :

- L'arrêt du processus de discontinuité de Fret SNCF et l'obtention d'un moratoire ;

- L'arrêt du processus de filialisation TER, Transilien et Intercités soumis à l'ouverture à la concurrence ;
- De fixer les priorités des investissements à engager sur le réseau suivant un calendrier défini, dans le cadre d'une loi de programmation pluriannuelle de financement des infrastructures de transport permettant à l'État de retrouver sa place de stratège.

Nos fédérations syndicales ont déposé une alarme sociale (DCI) sur l'ensemble de ces points et préparent une riposte unitaire.

Nous ne laisserons pas passer ! Unitairement, nous allons agir pour l'intérêt commun !

